



REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration et la coordonnatrice les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année.

Nous remercions également la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité en Haïti.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, vice-président (a remplacé Richard Langlois en cours de mandat)
Denise Gagnon, FTQ, présidente
Johanne Gagnon, SFPQ, vice-présidente
Nathalie Guay, trésorière
Line Larocque, FIQ, secrétaire

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Daniel Arcand, SFPQ
Nil Ataogul, SCC-CSQ (a démissionné en cours de mandat)
Suzanne Audette, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
Karine Crépeau, FIQ
Carolle Dubé, APTS
Joseph Gargiso, SCEP-FTQ (a démissionné en cours de mandat – départ à la retraite)
Micheline Jourdain, AREQ
Jean Lacharité, CSN
Nicole Lefebvre, FNEEQ-CSN
Richard L'Heureux, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (a démissionné en cours de mandat – départ à la retraite)
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos-FTQ
Marie Marsolais, membre individuelle
Christian Martel, STTP-région du Québec (a démissionné en cours de mandat – départ à la retraite)
Marc Nantel, CSQ

MOT DE LA PRÉSIDENTE

La solidarité internationale intersyndicale – une expérience unique!

Après la période tumultueuse 2012-2013, nous avons bataillé fort pour maintenir notre mission essentielle sur fond de coupures à l'aide publique au développement et d'attaques à nos droits sociaux et syndicaux. Nous avons mis nos ressources en commun pour maintenir nos actions d'éducation à la solidarité internationale, notre appui aux luttes pour le travail décent et pour la responsabilité sociale des entreprises contre les conditions de travail de misère et pour des emplois de qualité durable partout dans le monde!

L'année 2014-2015 ne fut donc guère plus reposante pour le CISO. Heureusement, les nouvelles dynamiques qui ont émergé de cette crise nous ont permis d'innover et de maintenir nos projets d'éducation à la solidarité internationale, de coopération en Haïti et au Burkina Faso ainsi que notre programme de stages, ceci grâce à une équipe de militantes et de militants extraordinaires.

Face aux enjeux de l'heure, nous avons eu à intervenir dans plusieurs réseaux favorisant aussi de nouvelles alliances. L'apport de volontaires, issus de nos rangs, soit comme anciens membres ou comme salariés ou contractuels a été inestimable.

Le Conseil d'administration du CISO a vraiment été choyé et bien appuyé par une coordonnatrice dynamique et accessible pour réaliser ses mandats.

Je me permets donc d'en remercier toutes les militantes et tous les militants ainsi que souligner l'apport extraordinaire de Michèle Asselin, notre coordonnatrice. Michèle nous quitte cette année pour relever de nouveaux défis au sein de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), organisation avec laquelle le CISO a noué des liens très étroits et constructifs pour l'avenir.



En 2015, nous accueillons notre nouvelle coordonnatrice, Amélie Nguyen qui œuvrait comme analyste politique au sein de l'AQOCI. Elle s'est démarquée par l'excellence de son travail et par son engagement dans plusieurs réseaux sociaux et syndicaux, tel le mouvement « Pas de démocratie sans voix », bien connu dans nos rangs. Nous lui souhaitons la bienvenue et lui assurons tout le support nécessaire à la poursuite des activités du CISO.

Aujourd'hui plus que jamais le CISO est reconnu comme un acteur incontournable du développement international au Québec et ailleurs.

Nous soulignons donc le 40^e anniversaire du CISO avec fierté. Il y a bien du chemin parcouru depuis 1975. Suite à une première Conférence de solidarité internationale réunissant les organisations syndicales québécoises, est né de cette idée fabuleuse d'une organisation intersyndicale vouée à la solidarité internationale dans le monde du travail, comme en témoignera avec éloquence une de nos pionnières, Clotilde Bertrand, dans une série de reportages de la série « Les militants ».

C'est une œuvre de mémoire; une histoire d'amour et de solidarité qui perdure et me fait dire longue vie au CISO!

Denise Gagnon
Présidente

ÉDUCATION

Depuis sa fondation en 1975, la mission du CISO, soit de « développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique », se concrétise à travers son projet éducatif. L'éducation à la solidarité internationale est demeurée au cœur de l'action du CISO en 2014-2015.

STAGE INTERSYNDICAL EN PALESTINE

Depuis sa fondation en 1975, le CISO a réalisé plus d'une cinquantaine de stages dans une dizaine de pays qui, au fil des ans, sont devenus des activités emblématiques. Des centaines de stagiaires ont vécu une expérience unique de solidarité, élargissant leurs horizons personnels. Un grand nombre de stagiaires ont soutenu, tout au long de leur parcours syndical, un intérêt militant pour la solidarité internationale.

Les stages permettent de former une relève syndicale consciente des enjeux de la mondialisation tout en développant chez elle des réflexes de solidarité internationale. Ils s'inscrivent à l'intérieur de projets menés à long terme par le CISO et ses partenaires du Sud.

Lors de l'assemblée générale annuelle de 2014, les membres ont approuvé la proposition d'un stage en Palestine, afin de rappeler les liens de solidarité avec le peuple palestinien qui ont marqué notre fondation, soulignant ainsi les 40 ans du CISO.

Les objectifs :

- Sensibiliser à la situation du peuple palestinien, plus particulièrement à celle des travailleuses et des travailleurs.
- Appuyer les luttes du mouvement ouvrier et du mouvement de défense des droits humains
- Renforcer les liens de solidarité entre les organisations syndicales québécoises et palestiniennes.

L'organisation de ce stage a représenté plusieurs défis. La recherche de la personne idéale pour accompagner les stagiaires s'est avérée assez difficile. Initialement prévue en mai, nous avons dû reporter cette activité en septembre.

De nombreuses organisations syndicales et de droits humains ont été contactées et un programme de stage fort intéressant a été développé :

- **Confédération syndicale internationale (CSI)** – bureau régional d'Amman
- **PGFTU (Fédération générale des syndicats de Palestine)**, principale centrale syndicale palestinienne, elle regroupe environ 290 000 travailleurs et travailleuses
- **Democracy and Workers Rights Center (DWRC)**, ONG de défense des droits des travailleurs et travailleuses dont la contribution a été majeure dans l'établissement de la Federation of Independent Trade Unions
- **Federation of Independent Trade Unions**, centrale indépendante qui regroupe plus de 50 000 travailleurs et travailleuses
- **General Union of Palestinian Teachers (GUPT)**
- **Workers Advice Center (WAC-Ma'an)**, organisation syndicale israélienne indépendante qui lutte contre la discrimination envers les travailleurs palestiniens et milite contre l'occupation
- **Al-Haq**, plus importante et plus ancienne (1979) des organisations de défense des droits humains en Cisjordanie
- **Israeli Committee Against House Demolitions (ICAHD)**, organisation de droits humains qui lutte pour les droits des Palestiniens et pour mettre un terme à l'occupation
- **Alternative Information Center (Beit Sahour)**, organisation regroupant des militant.e.s palestiniens et israéliens et qui promeut la justice, l'égalité et la paix pour les Palestiniens et les Israéliens
- **Badil**, Centre de ressources pour le droit à la résidence et pour les droits des réfugiés palestiniens
- **General Union of Palestinian Women**
- **National Boycott, Divestment and Sanctions (BDS) Committee** – section syndicale

FORMATION PRÉ-DÉPART

Une séance de formation de deux jours aura lieu Montréal en août afin de bien préparer les stagiaires.

Les activités en Palestine se dérouleront du 4 au 19 septembre 2015.



ANIMATION DE LA FORMATION DROITS DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES DANS UN CONTEXTE DE MONDIALISATION (DIT)

Afin d'accroître la sensibilisation à l'utilisation des outils du droit international des Nations Unies et de l'Organisation internationale du travail (OIT), l'animation de séances de formations s'est poursuivie.

Un atelier DIT a été animé au Forum social des peuples (FSP) qui a eu lieu à Ottawa en août 2014, une centaine



de personnes étaient présentes.

Atelier DIT, FSP 24 août 2015

Des séances sur mesure pour les organisations syndicales membres ont été proposées.

Une formation a été animée à Québec le 2 décembre 2014 à l'intention des élu.e.s. régionaux du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ).

Au début de février, nous avons relancé l'invitation à organiser des formations DIT. Le conseil centra du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN) a répondu à cet appel et souhaitait organiser une journée de formation, mais cette journée a été annulée faute d'inscriptions suffisantes.

Cette année, il s'est avéré difficile de mobiliser les membres des organisations syndicales qui sont très mobilisés par les actions contre les mesures d'austérité et les actions menées dans le cadre de la négociation du secteur public.

CRÉATION ET ANIMATION D'UNE PAGE WIKI DITSOLIDARITÉ.ORG

Pour multiplier l'utilisation des outils internationaux présentés et la mobilisation, nous devons, tout en poursuivant les formations, mettre à jour les outils et surtout créer un réseau d'échanges et de soutien.



Après plusieurs mois de réflexion et d'expérimentation, nous avons opté pour la création d'une page wiki : DITsolidarité.org (DIT, pour droit international du travail), où seront diffusés tous les outils inclus de la trousse *Droit international et action syndical*. L'environnement wiki est facile d'accès et d'utilisation. C'est un outil simple pour mieux travailler en réseau.

DITsolidarité.org est en ligne depuis la mi-juin 2015,

Nous profiterons du 2^e Forum mondial de la langue française qui se tiendra à Liège du 20 au 23 juillet 2015, pour présenter notre page wiki aux participantes et participants de l'atelier sur la coopération internationale de la francophonie syndicale.

DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE FORMATION

Pour consolider la mission éducative en fonction des préoccupations des membres, le comité Éducation a poursuivi un processus de développement d'une nouvelle session de formation à partir d'une analyse de la conjoncture.



Nicole de Sève, militante du comité Éducation – mai 2015

La nouvelle formation aborde la question de la précarité : *La précarisation du travail n'est pas une fatalité* : de la sensibilisation à l'action solidaire pour un travail décent.

Les objectifs :

- Contribuer à la compréhension de la réalité de la précarisation du travail, au Nord comme au Sud.
- Doter le mouvement syndical québécois d'outils d'éducation populaire simples et adaptés.
- Encourager la participation à des actions de solidarité internationale pour la défense du droit à un travail décent.

Les principales activités de cette nouvelle formation :

- Production et diffusion de fiches informatives
- Élaboration d'outils d'animation simples et adaptables (Les canevas d'animation, élaborés à partir des fiches informatives, présenteront des activités d'une heure afin de rejoindre les militant.e.s sur leurs lieux de travail. Seront suggérées des actions de solidarité telles la signature d'une pétition ou autre type d'appui à des travailleuses et travailleurs mobilisés pour la défense de leurs droits.)
- Animation d'activités de sensibilisation (sur les lieux de travail ou lors d'instances)

Une première fiche a été élaborée et sera présentée aux membres lors de l'assemblée générale annuelle le 17 juin 2015.

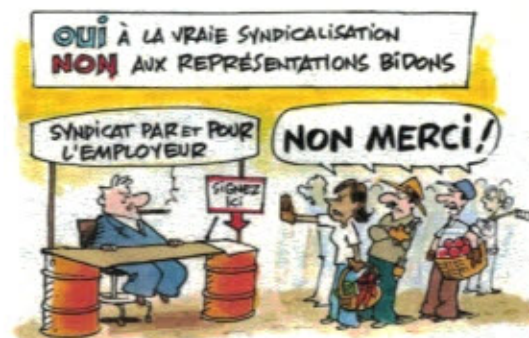


Un financement du Fonds pour l'engagement et éducation du public à la solidarité internationale (FEEPSI) a été obtenu pour nous aider à réaliser ce projet.

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MIGRANTS, PAS DES MARCHANDISES!

Nous avons maintenu une participation active au sein du comité Travail migrant du Front de défense des non-syndiqué.e.s.

Le CISO a contribué à l'organisation et à l'animation d'un atelier au Forum social des peuples à Ottawa le 21 août 2014. Une trentaine de personnes y ont assisté.



Le comité a coordonné une vaste campagne *Travailleuses et travailleurs migrants : pas des marchandises!* Lancée le 7 octobre 2015, Journée mondiale pour le travail décent, cette campagne a dénoncé l'exclusion et la discrimination systémique dont sont victimes ces personnes. Près de 500 personnes ont publié un message de solidarité envers les travailleuses et les travailleurs migrants sur la page Facebook de la campagne : <https://www.facebook.com/pages/Travailleuses-et-travailleurs-migrants-pas-des-marchandises/658905924217525?ref=profile>

Le 18 décembre 2014, nous avons participé à l'organisation de l'activité soulignant la *Journée internationale des migrants*, au cours de la quelle a été rendu publique les résultats de la campagne.



18 décembre 2014

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI)

En tant que membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le CISO contribue chaque année à l'organisation des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Nous participons aux comités organisations des activités nationales et montréalaises.

Le thème des JQSI 2014 : *Parlons d'avenir* visait à mobiliser les jeunes des organisations membres de l'AQOCI.

Une invitation a été lancée aux membres des comités Jeunes des syndicats membres afin de préciser des questions qui les interpellent en termes d'avenir et qui pourraient être abordées lors d'une activité à organiser lors des JQSI. Une première rencontre a eu lieu le 1^{er} octobre dans le cadre 5 à 7. Dix-neuf personnes étaient présentes. La thématique de l'austérité a été retenue. Un sous-comité composé de 6 personnes a été créé pour coordonner l'activité qui soulignerait les JQSI. Il s'est rencontré à 2 reprises. Ces rencontres ont permis d'étayer sur le contenu, le format et les détails techniques de l'organisation.

Les organisations partenaires du CISO dans le Sud ont été sollicitées afin qu'elles nous fassent parvenir des témoignages vidéo de leurs jeunes membres. Nous avons reçu des vidéos du Burkina Faso, d'Haïti et du Mexique. Malheureusement, il n'a pas été possible d'obtenir un témoignage de la Colombie.



Ces témoignages ont été mis en ligne sur YouTube et présentés lors de notre activité le 12 novembre :

- Haïti : <https://www.youtube.com/watch?v=FvOxamBgnC0>
- Mexique : https://www.youtube.com/watch?v=Lyq_Tni_q2I
- Burkina Faso : <https://www.youtube.com/watch?v=cKcoDCTQw7s>

Nous avons produit un bulletin spécial qui a été distribué lors de notre activité et diffusé sur nos médias sociaux.

Le 6 novembre avait lieu le lancement des JQSI, la coordonnatrice a prononcé l'allocution d'ouverture à titre de vice-présidente de l'AQOCI et Audrey a aidé à la préparation de la salle.



Michèle Asselin, 6 nov. 2014

L'activité CISO s'est déroulée le 12 novembre au Café l'Artère de Montréal. Elle a pris la forme d'un Café du monde (technique d'animation qui favorise la participation). Le poète Jean-Paul Daoust a ouvert la soirée en faisant la lecture de son *Ode austérité*. Malheureusement, il n'y a pas eu une grande participation à cette activité, et ce, malgré la grande implication des comités Jeunes. L'évaluation des personnes présentes est cependant très positive. Un article relatant cette activité qui a été diffusé dans le bulletin électronique de décembre.



Audrey Bilodeau-Marquis, 12 nov. 2014

Merci aux personnes qui ont participé à l'organisation de nos activités JQSI 2014 :

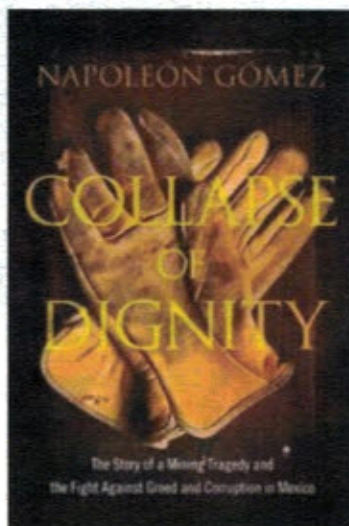
- Martine Audil, SCFP
- Véronique Allard, SQEES
- Michèle Asselin, CISO
- Audrey Bilodeau-Marquis, CISO
- Isabelle Bouchard, FIQ
- Francis Charbonneau, FIQ
- Philippe Côté, Métallos
- Nicole De Sève, CISO
- Marc-André Farmer, AIMTA-FTQ
- Denise Gagnon, FTQ
- Yuriko Hattori, FTQ
- Julien Laflamme, CSN
- Danielle Mallette, Métallos
- Julie Mosetti-Geoffrey, SEPQ-Québec
- Isabelle Noreau, CSQ
- Patrick Rondeau, FTQ
- Sébastien Royer, TUAC-501
- Shany St-Amant, FIQ
- Maxime Sabourin, TUAC-FTQ

AUTRES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES

La venue de militant.e.s de divers pays donnera lieu, lorsque possible, à des activités de sensibilisation. Ces activités permettent de resserrer des liens de solidarité et d'appuyer des luttes spécifiques. Elles permettent également d'aborder des questions d'actualité.

RENCONTRE AVEC NAPOLEÓN GÓMEZ URRUTIA

Le 18 novembre, un dîner rencontre a été organisé avec Napoleón Gómez Urrutia, président et secrétaire général de Los Mineros, syndicat national des travailleurs des mines et des métaux au Mexique. Syndicaliste inspirant, il a présenté son livre qui relate sa lutte et celle de son syndicat pour la défense des droits des mineurs : « L'effondrement de la dignité » publié en français.



MIDI-CAUSERIE : « LA FACE CACHÉE DU LIBRE-ÉCHANGE : AYOTZINAPA, 10 ANS APRÈS L'ÉCHEC DE LA ZLÉA »

Le 26 septembre 2014, des forces armées mexicaines ont attaqué un groupe d'étudiants de l'école normale rurale « Raul Isidro Burgos » à Ayotzinapa, dans l'État de Guerrero, tuant six personnes et causant la disparition de 43 autres étudiants. Le gouvernement a été lent à enquêter et a fait trop peu, trop tard pour retrouver les étudiants disparus et traduire en justice les responsables d'un crime qui a levé le voile sur une grave crise des droits humains au Mexique.

Une délégation d'Ayotzinapa - des membres des familles des 43 étudiants disparus et leur représentant légal - a

réalisé une tournée au Canada, en Colombie-Britannique, au Québec et en Ontario, pour dénoncer la violence étatique.

Le 21 avril, avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), le Réseau québécois pour l'intégration continentale (RQIC) et la FTQ nous avons organisé une causerie avec Hilda Legideño Vargas, mère de l'un des étudiants disparus dans l'attaque du 26 septembre et Jorge Luis Clemente Balbuena, membre du comité des étudiants de l'École normale d'Ayotzinapa lors de leur passage au Québec. Cette rencontre a permis de prendre connaissance de leurs revendications d'échanger sur les liens de solidarité à tisser et à renforcer et des actions à mener pour les appuyer dans leur lutte pour la défense des droits humains au Mexique.



Une trentaine de personnes étaient présentes.

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires qui partagent les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud, et qui luttent pour la justice et la démocratie. La participation à ces organisations sera maintenue :

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

Le CISO est demeuré un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et y a délégué sa coordonnatrice au conseil d'administration. Elle y a siégé à titre de vice-présidente. Elle a participé à divers comités et activités, notamment au comité Vie associative et Relations de travail et au processus de refonte du formulaire de soumission des projets du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI).

CONCERTATION POUR HAÏTI (CPH)

La CPH coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir le mouvement démocratique dans ce pays.

Le CISO a maintenu sa participation à la Concertation pour Haïti (CPH), qui coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir le mouvement démocratique dans ce pays. La coordonnatrice et Marie Marsolais, membre du conseil d'administration, y étaient déléguées.

Le 9 octobre, la CPH publiait un communiqué (rédigé par Marie Marsolais) à l'occasion de la mort de Duvalier dans lequel elle rappelait la nécessité historique de continuer la lutte contre l'impunité.

À l'occasion de la Journée internationale des droits humains, le 10 décembre, la CPH a lancé un appel au gouvernement canadien pour lui exprimer sa vive préoccupation concernant la situation des Haïtiennes et des Haïtiens qui œuvrent à la défense des droits humains dans une lettre ouverte transmise aux médias. La coordonnatrice en a coordonné la rédaction.



Du 10 au 12 janvier, nous avons participé activement à la 5^e commémoration du tremblement de terre en Haïti qui a eu lieu à la TOHU : « Ayiti la! ». La coordonnatrice a animé le lancement du film produit par la CPH et l'AQOCI : « N'ap vanse, n'ap vanse » ainsi que les deux panels qui ont suivis. Environ 200 personnes ont assisté à cette activité.



Lancement du film « N'ap vanse, n'ap vanse »

La coordonnatrice a été interviewée par le journaliste Raymond St-Pierre dans le cadre d'une série de reportages sur Haïti après le tremblement de terre diffusée au Téléjournal de Radio-Canada.

FONDATION LEO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La coordonnatrice a siégé au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

COMMUNICATIONS

L'information et la communication par le biais des médias sociaux ont pris une plus grande ampleur ces dernières années, notamment grâce à la collaboration assidue de plusieurs bénévoles.

MÉDIAS SOCIAUX

Les médias sociaux sont de plus en plus utilisés, ces dernières années, dans notre travail d'information et de communication.

FACEBOOK



Cette année nous avons dépassé les 1500 abonné.e.s à notre page Facebook. 1 572 personnes aiment notre page ! Et 102 personnes suivent la page CISO-Colombie.

SITE INTERNET

Les nouvelles du CISO, les actualités, les actions urgentes, l'agenda et les nouvelles en direct d'Haïti, sont les rubriques de la page d'accueil qui sont actualisées régulièrement.

BULLETIN ÉLECTRONIQUE

Il y a maintenant 1171 personnes abonnées au bulletin électronique mensuel.

TWITTER

Les abonné.e.s à notre compte ont doublé. Il y a 436 abonnements.

SOLIDARITÉ ET COOPÉRATION INTERNATIONALES

Le CISO est un lieu de convergence de l'action syndicale en matière de solidarité internationale.

ORANGERS, LEVEKANPE! RENFORCEMENT DES ACTEURS LOCAUX ET REVITALISATION D'ORANGERS

Les objectifs de ce nouveau projet mené avec notre partenaire haïtien, l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) : **Améliorer les conditions de vie des paysannes et des paysans Orangers (commune de Léogâne), une localité très défavorisée d'Haïti, et dynamiser leur organisation autonome, le Mouvement pour le développement d'Orangers-Léogâne (MPDOL).**

Plus particulièrement :

- Contribuer à renforcer la sécurité alimentaire à Orangers par la mise en valeur et la transformation du manioc et par l'appui à des initiatives d'économie sociale et solidaire pour l'amélioration et la diversification de la production agroalimentaire.
- Renforcer les capacités organisationnelles du MPDOL et accroître sa représentativité, notamment en ce qui concerne la participation des femmes).

Une mission de démarrage en Haïti a été réalisée en septembre. Elle a permis d'actualiser le cadre de mesure de rendement (CMR), le calendrier d'activités et le budget et d'élaborer le plan de mise en œuvre (PMO).

Lors de cette mission, une première visite terrain à Orangers a eu lieu. Une rencontre a été organisée avec les responsables du Mouvement pour le développement d'Orangers-Léogâne (MPDOL), des femmes membres de l'organisation et des membres d'autres organisations paysannes locales, qui participeront aux activités, afin de préciser les attentes et les exigences du projet. La déléguée du CISO a également rencontré un membre du Conseil d'administration de la collectivité territoriale (CASEC).



Des outils de suivi et d'évaluation du projet ont été développés.

Une demande financement de contrepartie a été rédigée et transmise aux membres du CA.

APPUI À L'ORGANISATION DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE AU BURKINA FASO

Afin d'améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle au Burkina Faso, nous supportons l'action de plusieurs partenaires.

Les organisations membres du CISO ont été interpellées afin de contribuer à la réalisation de ce projet. Un premier 40 000 CAD a été recueilli en 2013-2014.

Nous avons signé un protocole de collaboration qui nous lie à nos partenaires burkinabés : l'Association Marche mondiale des femmes/Action nationale du Burkina Faso (MMF/ANBF), la Confédération générale du Travail du Burkina (CGT-B), la Confédération nationale des travailleurs du Burkina (CNTB), la Confédération syndicale burkinabée (CSB), Force ouvrière/Union nationale des syndicats libres (FO/UNSL), l'Organisation nationale des syndicats libres (ONSL), le Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B), le Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur (SNESS) et l'Union syndicale des travailleurs du Burkina (USTB).

Plus spécifiquement, les objectifs de ce projet sont de :

- Consolider la concertation des organisations syndicales et de la MMF en regard de la défense des droits des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle.
- Renforcer les capacités syndicales et associatives des partenaires pour la prise en compte la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle.
- Améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle, particulièrement celle des femmes et des jeunes, par la mise en œuvre d'initiatives les ciblant spécifiquement et directement, par exemple : des sessions de formation sur les droits fondamentaux du travail, les droits des femmes et des enfants, le Code du travail burkinabé, le fonctionnement des organisations syndicales et sociales; actions de plaidoyer, etc.
- Renforcer les capacités du réseau de formatrices et de formateurs au sein des organisations partenaires.

Nous avons développé des outils de suivi et d'évaluation et assurer le suivi budgétaire de ce projet.



Une activité réalisée le 8 mars 2015

CQCAM

La Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) est une table de concertation coordonnée par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO).

ÉLABORATION D'UNE PLATE-FORME DE REVENDICATIONS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE)

Afin de sensibiliser les gouvernements québécois et canadien aux enjeux et à l'importance d'adopter des politiques pour à la fois promouvoir et encadrer la RSE, particulièrement sur le plan des droits humains, une plate-forme de revendications a été élaborée à partir des recommandations et des pistes d'action identifiées dans la recherche : *Analyse comparative des politiques publiques en matière de responsabilité sociale des entreprises*, publiée en avril 2014.



Adoption de la Plateforme, 18 février 2015. Première rangée : Daniel Malette, Syndicat des Métallurgistes – Michèle Asselin, coordonnatrice de la CQCAM et du CISO – Denise Gagnon, FTQ. Deuxième rangée : Richard Séguin, Amnesty internationale, section canadienne francophone – Audrey Bilodeau-Marquis, CISO – Catherine Paquin, AQOCI – Vincent Lambert, Aide internationale pour l'enfance – Karen Hamilton, Réseau pour la reddition de compte des entreprises (RCRCE) – Claude Bégin, CSN.

La Plateforme a été présentée aux membres de l'AQOCI, le 27 février 2015, lors d'une assemblée générale annuelle où il a été décidé que l'association appuierait la campagne de plaidoyer initiée par la CQCAM.

Des demandes de rendez-vous ont été transmises aux cinq partis représentés à la chambre des communes.

24 AVRIL : MANIFESTATION DEVANT UN WALMART

Nous avons participé activement à l'organisation d'une activité le 24 avril 2015, dans le cadre des 24 heures d'actions féministes pour commémorer l'effondrement du Rana Plaza, activité proposée par la Marche mondiale des femmes.

Cette action visait à appuyer les revendications des victimes du Rana Plaza et à accentuer la sensibilisation et la mobilisation pour la défense des droits des travailleuses et des travailleurs de l'industrie du textile et des zones franches.



Nous avons contribué à la rédaction d'une fiche informative et au communiqué de presse et produit une capsule vidéo de l'action qui servira dans l'animation de nos prochaines formations :

https://www.youtube.com/watch?v=59QA6X_C_0Q

INFRASTRUCTURE

CONSOLIDER LE FINANCEMENT

CONTRIBUTION DES MEMBRES

En 2014-2015 nous avons atteint le même niveau de contribution des membres que l'année précédente, soit \$.

FINANCEMENT DU MRIF

Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

- Une demande a été présentée au Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) pour l'année 2015-2016. Une subvention de 13 300 \$ nous a été accordée.
- Un projet a été présenté au ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) dans le cadre de l'appel à propositions Québec sans frontières 2015-2016 pour le volet stage OCI. Les réponses sont attendues fin juin début juillet 2014.
- Par ailleurs, nous bénéficierons d'une subvention de 30 000 \$ dans le cadre du financement triennal du Programme d'appui à la mission éducative (PAME)

ÉQUIPE DU CISO

Michèle Asselin, coordonnatrice depuis 2010, a poursuivi son mandat jusqu'au 1^{er} mai.

Durant 30 semaines, le CISO a pu compter sur l'apport fort apprécié d'Audrey Bilodeau-Marquis à titre de stagiaire dans le cadre du programme Québec sans frontières du ministère des Relations internationales du Québec. Agente d'éducation, elle a contribué à la réalisation de plusieurs actions du volet Éducation.

Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement.

Quarante-deux personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Nicole de Sève au volet Éducation et de Marie E. Paradis, qui a appuyé la

réalisation des activités du volet Solidarité et Coopération internationales.

COMITÉ ÉDUCATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Éducation, en 2014-2015 :

- Daniel Arcand, SFPQ
- Michèle Asselin, CISO
- Audrey Bilodeau-Marquis, CISO
- Priscilla Bittar, CCMM-CSN
- Diane Dwyer, CSN
- Luc Brunet, AREQ
- Karine Crépeau, FIQ (à partir de janvier)
- Nicole De Sève, CISO
- Guillaume Desmarais, APTS
- Denise Gagnon, FTQ
- Jean-François Piché, CSQ

Ce comité s'est réuni à cinq reprises.

COMITÉ COOPÉRATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Coopération, en 2014-2015 :

- Johanne Gagnon, SFPQ
- Michèle Asselin
- Denise Gagnon, FTQ
- Nathalie Guay, CSN
- Richard Langlois, CSQ

COMITÉ 40^E ANNIVERSAIRE

Ce comité ad hoc était formé de

- Michèle Boisclair (militante)
- Nicole de Sève (militante)
- Denise Gagnon (présidente)
- Marie Marsolais (membre du CA)
- Julie Mosetti-Geoffrey (militante)